Zeitschrift: Revue économique franco-suisse

Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France

Band: 64 (1984)

Heft: 4

Artikel: Message de Monsieur Léon Schlumpf : la situation économique de la Suisse en 1984 et ses perspectives à court terme

Autor: Schlumpf, Léon

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887342

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Message de Monsieur Léon Schlumpf,

Président de la Confédération

La situation économique de la Suisse en 1984 et ses perspectives à court terme

Selon les observateurs, l'économie suisse a développé pendant l'année écoulée une dynamique qui dépasse les prévisions. Il y a plusieurs raisons à ce regain d'activité, le premier depuis 1980.

Or cette fois-ci – il convient de le relever – ce n'est pas la demande extérieure qui a amorcé la reprise dans ce petit pays – le nôtre – à économie largement ouverte sur le monde, mais bien en quelque sorte une série de stimulants émanant de la demande intérieure. D'abord, le recul rapide de l'inflation a non seulement fait augmenter les revenus réels mais il a encore restauré la confiance que les protagonistes de l'économie – producteurs et consommateurs – mettent dans son avenir. Ensuite, la croissance de notre économie est bien étayée car elle a des supports tels que la consommation des ménages, l'expansion persistante de la construction de logements et les investissements des entreprises. En effet, l'essor remarquable de ce dernier secteur, qui se poursuit sans désemparer depuis plusieurs années si l'on excepte l'interruption de 1982, due à la récession – témoigne des efforts d'innovation et d'adaptation de notre économie pour faire face aux impératifs de l'économie mondiale et saisir les occasions qu'offrent les technologies nouvelles. Enfin, l'impulsion ainsi donnée par l'économie intérieure a encore été encouragée par le programme de mesures visant au renforcement de la capacité de l'économie suisse, que nous avons arrêté au printemps de 1983.

Comment une économie – la nôtre – qui écoule plus de la moitié de ses produits à l'étranger – c'est le cas pour la plupart de ses branches d'activité – pourrait-elle faire durer un essor qui prend surtout appui sur l'économie intérieure ? C'est pourquoi l'accélération de la croissance dont l'économie dans son ensemble a bénéficié en 1984, doit être attribuée dans une grande mesure à la rapidité de la reprise dans l'industrie des exportations. Le redressement, aussi vigoureux qu'inattendu, de la conjoncture économique internationale et du commerce mondial a donc beaucoup profité à notre industrie. A l'évidence, la dynamique économique a pénétré le secteur des exportations. La preuve en est que les commandes de l'étranger se sont élevées d'environ 30 % pendant le premier semestre et que celles de l'industrie des machines n'étaient pas loin d'atteindre 50 %. Aussi les carnets de commandes étaient-ils tous mieux pourvus que l'année précédente. Les quantités exportées ont augmenté de quelque 7 % en l'espace d'une année. Toutes les branches industrielles d'importance – même l'industrie horlogère – ont pris une part à peu près égale à ce résultat.

Ce qui frappe dans le développement de nos échanges, comme d'ailleurs dans celui d'autres pays européens, c'est la montée en flèche des exportations vers les États-Unis et vers le Japon. Outre le caractère très dynamique de ces marchés, la persistance de l'appréciation du dollar et du yen, celle-ci un peu moins

forte il est vrai, contribue, elle aussi, à cette expansion. Nous avons également lieu d'être satisfaits des échanges commerciaux avec nos plus importants partenaires européens, à une exception près mais elle est de taille. En effet, le commerce de marchandises entre la France et notre pays manque présentement de muscles et de nerfs, dans un sens comme dans l'autre.

La France, qui était jusqu'ici, par ordre d'importance, le deuxième client de notre industrie d'exportations, a donc dû céder sa place aux États-Unis. Enfin, le redressement de nos exportations vers les pays en développement montre qu'on peut raisonnablement espérer les voir surmonter progressivement la crise de l'endettement pour s'intégrer au système économique international ouvert.

L'image que donne d'elle l'économie suisse dans son ensemble soutient favorablement la comparaison avec celle d'autres pays. Qu'on en juge plutôt. Bien que la croissance se soit accélérée – elle s'est élevée de 2½ à 3 % – nous sommes toujours maîtres de l'inflation. En outre, l'offre n'a plus baissé sur le marché du travail ; le taux de chômage semble plafonner autour de 1 %. Mais il y a bien des ombres au tableau.

En effet, derrière un taux de chômage relativement faible se cachent de nombreux cas de rigueur, des problèmes régionaux et, en fin de compte, des problèmes ressortissant à l'État. Il est par conséquent d'autant plus important que l'économie et les responsables de la politique économique relèvent le défi ou, en d'autres termes, qu'ils donnent à notre économie les moyens de s'adapter à tous les niveaux – par la création d'emplois d'avenir, notamment – en vue de compenser les pertes d'emplois que les restructurations semblent entraîner inévitablement, pour un temps du moins.

Dans notre économie, les perspectives d'avenir sont, de par leur nature même, largement déterminées par l'évolution future de nos principaux débouchés. L'affaiblissement de la croissance des États-Unis montrera si la conjoncture économique de l'Europe occidentale est assez forte pour pouvoir se passer des stimulants américains. Nous sommes convaincus qu'à cet égard les conditions nécessaires se sont bien améliorées sur certains points.

Preuve en est la reprise des investissements, amorcée à la faveur d'une amélioration de la rentabilité des entreprises. N'oublions pas non plus les succès qui ont couronné les efforts déployés par nombre de pays pour assainir leurs finances publiques. Relevons également les points marqués dans la lutte contre l'inflation, notamment par des pays qui en ressentaient tout particulièrement les effets. Nous devons néanmoins nous attendre à ce que le commerce mondial, privé d'une partie de ses leviers de commandes, voie de nouveau sa force d'expansion diminuer légèrement.

Pour en revenir à notre propre sphère d'influence, rappelons d'abord que des bases ont été posées pour que notre économie puisse continuer de prendre part à la reprise du commerce international. Mentionnons aussi à cet égard la politique monétaire toujours aussi prudente de la banque d'émission et une politique axée sur l'équilibre des budgets publics, allant de pair avec un bas niveau d'inflation et des taux d'intérêt relativement avantageux. Enfin, les accords sur les salaires passés dans l'économie, s'ils sont conclus dans un esprit de modération comme on peut s'y attendre, iront dans le même sens.

Si, à court terme, les perspectives sont donc de nature à nous donner confiance – selon les prévisions, seul un léger fléchissement de la croissance de l'économie dans son ensemble pourrait se produire en cours d'année – à plus long terme, les problèmes dans lesquels s'enlise l'économie mondiale nous incitent à nous montrer plus réservés. En effet, les restructurations sont loin d'être partout suffisantes, ce qui entraîne un taux de chômage élevé et un recours plus fréquent aux restrictions au commerce. De surcroît, l'incertitude persiste sur les marchés internationaux des devises et les problèmes de l'endettement refont surface. En résumé, dans ces domaines-là, la coopération internationale n'est pas au bout de ses peines.